

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS168/1
G/L/303
G/ADP/D17/1
13 avril 1999
(99-1475)

Original: anglais

AFRIQUE DU SUD – DROITS ANTIDUMPING VISANT CERTAINS PRODUITS PHARMACEUTIQUES EN PROVENANCE D'INDE

Demande de consultations présentée par l'Inde

La communication ci-après, datée du 1^{er} avril 1999, adressée par la Mission permanente de l'Inde à la Mission permanente de l'Afrique du Sud et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec la République sud-africaine, conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT) et à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, au sujet de la recommandation du Conseil des droits de douane et du commerce d'imposer des droits antidumping définitifs à l'importation de certains produits pharmaceutiques en provenance d'Inde (voir le rapport n° 3799 du Conseil, daté du 10 mars 1997).

L'Afrique du Sud a engagé une procédure antidumping concernant l'importation de capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg en provenance d'Inde. Le Conseil des droits de douane et du commerce d'Afrique du Sud a formulé, le 26 mars 1997, une détermination préliminaire selon laquelle les capsules d'ampicilline et d'amoxycilline 250 mg et 500 mg exportées par M/s Ranbaxy Laboratories Ltd., Inde, faisaient prétendument l'objet d'un dumping dans l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Par la suite, ledit Conseil a établi la recommandation visant à imposer des droits définitifs sur ces produits, laquelle a été notifiée le 10 septembre 1997.

Le gouvernement indien estime que la définition et le calcul des valeurs normales sont incompatibles avec les dispositions de l'OMC, et qu'une méthode erronée a été utilisée pour déterminer la valeur normale et la marge de dumping en découlant. La méthode permettant d'arriver au prix à l'exportation construit n'était pas non plus raisonnable, ce qui a donné une marge de dumping trop élevée. Le gouvernement indien estime en outre que la détermination de l'existence d'un dommage ne se fondait pas sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production, ce qui s'est traduit par une détermination erronée de l'existence d'un dommage important pour le requérant. L'Inde est également d'avis que l'établissement des faits par les autorités sud-africaines n'était pas correct et que leur évaluation n'était pas impartiale ni objective. En outre, les autorités sud-africaines n'ont pas pris en compte la situation spéciale de l'Inde en tant que pays en développement.

Le gouvernement indien souhaite faire part de ses préoccupations au sujet de l'apparente absence de conformité des mesures susmentionnées avec les obligations découlant du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping. En particulier, il considère qu'il y a eu infraction aux dispositions ci-après:

- i) Articles ci-après de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994:
 - a) Article 2
 - b) Article 3
 - c) Article 6
 - d) articles visés aux points a) à c) ci-dessus pris seuls et conjointement avec l'article 12
 - e) Article 12
 - f) Article 15
- ii) Article VI du GATT de 1994
- iii) Article premier du GATT de 1994

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations sur cette question.
